

CONFÉRENCE DE PRESSE SALAIRES DU 7 JUILLET 2023

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

Stopper l'effondrement du pouvoir d'achat

Nous vivons une période sans précédent. Après les dégâts sociaux et salariaux de la crise du Covid, qui ont vu nombre de salariés perdre du revenu et manger leur épargne, l'inflation est en train de ronger le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population. S'y ajoutent une augmentation permanente de cet impôt qu'est la prime d'assurance-maladie individuelle, et celle, annoncée, des loyers. Comme le montrera l'analyse qui vous sera présentée tout à l'heure, une famille moyenne peut perdre 3000 francs dans cette affaire, et un retraité, l'équivalent d'une rente mensuelle.

Face à une telle menace, qui se sent responsable d'agir ? Qui sonne l'alarme pour sauver ce qui reste des équilibres sociaux de la Suisse ? C'est bien simple : personne hormis nous et nos alliés. On dit parfois qu'il est urgent d'attendre. En l'occurrence, pour les dirigeants économiques et politiques de ce pays, la seule urgence, c'est de ne rien faire. Cela commence par les réponses lamentables de la majorité du Parlement. Lorsque nous proposons d'adapter les rentes à l'inflation, comme le prévoit la Constitution, c'est non. Lorsque nous proposons de plafonner les loyers qui risquent, paradoxalement, d'augmenter en raison des mesures monétaires de lutte contre l'inflation, c'est non. Lorsque nous travaillons constructivement à un projet d'allègement des primes-maladie, un projet de baisse d'impôts pour les gens qui travaillent en fait, c'est encore non : il ne devrait sortir de la commission qu'un contre-projet croupion. Quant au gouvernement... il nous propose des coupes dans l'AVS qui toucheraient majoritairement les femmes, quelques semaines après un nouveau 14 juin historique. Et il fait augmenter les tarifs des transports publics.

Les employeurs ne sont pas en reste dans le même registre. La conjoncture reste positive, elle s'est redressée rapidement après la pandémie – grâce au rôle de stabilisateur formidable joué par l'Etat et par les mesures que nous avons, heureusement, demandées et obtenues à l'époque. Sauvés par les amortisseurs publics, ils veulent dorénavant pouvoir augmenter leurs prix, mais pour augmenter leurs marges et leurs profits. Quels efforts déployés pour nous convaincre que pour les travailleuses et travailleurs, en revanche, les caisses sont toujours vides. Face à la pénurie de main-d'œuvre, ils n'arrivent qu'à proposer de faire travailler tout le monde plus longtemps.

En bref : les élites économiques et financières de ce pays se lavent les mains de la crise du pouvoir d'achat. L'inflation n'est pas un phénomène nouveau. Ce qui est nouveau, c'est l'attitude consistant à estimer qu'elle justifie une feuille de route d'appauvrissement généralisé des classes sociales qui dépendent de leur travail pour vivre.

Durant l'année écoulée, dans ce contexte adverse, il y a eu néanmoins quelques succès. En particulier dans les secteurs couverts par des CCT, une indexation a pu être obtenue. Les travailleurs des aéroports ont pu améliorer leurs conventions. En votation populaire, à Zurich, l'idée d'un salaire minimum a obtenu un appui solide, et d'autres projets se préparent ou se récoltent dans plusieurs cantons. Le point commun de ces quelques traits de lumière dans une période sombre ? Il a fallu revendiquer, se mobiliser, négocier parfois durement. C'est donc ce que nous annonçons aujourd'hui pour la suite de l'année 2023 : nous formulons l'objectif d'un rattrapage salarial sérieux, et nous entamons, avec tous les membres des syndicats, la mobilisation pour l'obtenir, à commencer par notre manifestation du 16 septembre qui marquera l'entrée dans un automne social décisif.